

# La Chine face à la crise écologique

Jean-François Rousseau

Number 799, November–December 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/89310ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Rousseau, J.-F. (2018). La Chine face à la crise écologique. *Relations*, (799), 33–35.



# LA CHINE FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE

*Pour Pékin, l'environnement s'impose de plus en plus comme une priorité. Le régime chinois multiplie les actions face à une situation écologique critique pouvant menacer la croissance économique et la stabilité sociale du pays.*

**Jean-François Rousseau**

L'auteur est professeur adjoint à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa

L'ampleur de la dégradation environnementale en Chine n'a d'égal que les efforts du gouvernement pour y remédier depuis une quinzaine d'années. Cela passe par plusieurs mégaprojets, certains novateurs, d'autres qui semblent contreproductifs, ainsi que par la récente refonte des institutions publiques responsables d'élaborer et d'appliquer la législation environnementale dans l'Empire du Milieu.

## Panorama de la dégradation environnementale

Pendant le règne de Mao Zedong (1949-1976), la nature est traitée au mieux comme un facteur de production parmi d'autres, au pire comme un ennemi qui menace l'objectif du régime de rattraper les grandes puissances après ce qu'on appelle couramment le «siècle d'humiliation». Les impacts des campagnes politiques élaborées à l'époque seront catastrophiques. Par exemple, la lutte contre les «quatre nuisibles» (moineaux, moustiques, mouches, rats), censée doper la production céréalière pendant le Grand Bond en avant (1958-1961), a favorisé l'explosion des populations d'autres espèces telles les sauterelles, contribuant à aggraver la terrible famine qui a marqué ce triste épisode. De même, l'imposition de quotas de production d'acier dans les communes populaires, où les hauts-fourneaux étaient souvent chauffés au bois, a engendré une déforestation massive, certains estimant que 10% du couvert forestier national aurait disparu pendant ces trois seules années. Il faudra trois décennies pour réparer ce désastre et finalement ramener, ces dernières années, le couvert forestier au-delà de la barre des 20% du territoire national, selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2018<sup>1</sup>.

C'est depuis les inondations catastrophiques de 1998 que la Chine aborde ce legs avec plus de détermination. Les crues annuelles du fleuve Yangzi battent tous les records cette année-là, faisant des milliers de morts et des millions de déplacés. À tort ou à raison, la déforestation en amont du bassin du fleuve est pointée du doigt, et des campagnes massives de réduction de la déforestation et de reforestation sont mises en place dans l'ouest du pays. En quelques années, la production de matière ligneuse diminue de plus du tiers, tandis que des millions d'arbres sont plantés sur des terres escarpées, moyennant le versement de compensations financières aux paysans qui les cultivaient jusqu'alors. Or, les résultats sont mitigés, car les surfaces reboisées sont souvent des monocul-

tures d'espèces commerciales à croissance rapide, tandis que la Chine recourt davantage aux forêts des pays voisins pour combler ses besoins en produits forestiers.

Au nord, ce ne sont pas tant les inondations que la pénurie d'eau qui justifie des mesures draconiennes. D'une part, on tente tant bien que mal de freiner l'érosion et l'avancée du désert de Gobi au moyen d'un autre programme de reboisement massif, lequel vise principalement les pâturages érodés du plateau de Loess, dont 70% de la superficie est considérée dégradée. D'autre part, les ressources aquatiques de surface et souterraines se tarissent. Berceau de la civilisation chinoise, le fleuve Jaune n'atteint plus toujours la mer, faute d'eau. De même, des décennies de surexploitation des nappes phréatiques, d'épandage à outrance d'intrants agricoles chimiques et de traitement inadéquat des eaux usées ont entraîné l'assèchement, la pollution et la salinisation des nappes phréatiques. En 2016, de l'aveu même du ministère des Ressources aquatiques, 80% des échantillons d'eau de puits testés étaient et sont toujours impropres à la consommation humaine, et le problème est particulièrement criant dans les zones densément peuplées de l'est et du nord du pays.

Encore une fois, la Chine répond par la voix de ses bulldozers, amorçant au cours de la décennie passée ce qui constitue probablement aujourd'hui le plus grand projet d'ingénierie de l'histoire, le projet de transfert des eaux sud-nord. Reprenant en partie le tracé du Grand Canal construit 2000 ans plus tôt, ce réseau de canaux permet de transférer de l'eau située dans le bassin du Yangzi vers le nord assoiffé du pays, plus de 1000 km plus loin. À terme, et à condition de surmonter de gigantesques défis techniques exigeant des dizaines de milliards de dollars supplémentaires en investissements, le Haut-Mékong, le Haut-Brahmapoutre et la Haute-Salouen pourraient aussi être sollicités, ce qui n'est pas sans agacer les voisins du sud et du sud-est de la Chine.

Les ressources fluviales du sud et sud-ouest du pays sont aussi mises à contribution pour tenter d'endiguer la pollution atmosphérique qui fait des ravages en Chine. La consommation nationale de charbon –qui équivaut à environ la moitié de la consommation mondiale– en constitue la principale source. Premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, la Chine s'attaque à ce problème notamment en développant des sources d'énergie dites «renouvelables» plus rapidement que tout autre pays, consacrant plus de 100 milliards de dollars d'investissements à ce seul secteur en 2015.

Entre 2006 et 2017, la Chine a plus que doublé la capacité de ses centrales hydroélectriques à 313 GW –soit 29% du total



mondial-, moyennant la construction de milliers de centrales de toutes tailles. Toujours en 2017, le parc de panneaux photovoltaïques chinois totalisait une capacité d'environ 130GW, en hausse de plus de 50% par rapport à l'année précédente, loin devant celle des États-Unis (51GW). De même, la moitié des chauffe-eau solaires du globe s'y trouve. Quant à la capacité des fermes éoliennes chinoises, elle totalisait près de 190 GW en 2017, en hausse de 15% environ par rapport à l'année précédente, encore une fois, loin devant les 89GW du numéro deux mondial américain.

La Chine ne lésine pas sur les moyens pour diversifier son portfolio énergétique, mais ses investissements hors normes ne règlent pas tout. Le développement hydroélectrique engendre son lot de conséquences environnementales et sociales, allant des bouleversements hydrologiques et leurs conséquences sur la faune et la flore aquatiques au besoin de reloger des millions de fermiers riverains dont les terres sont inondées pour laisser place aux réservoirs. L'éolien et le solaire ont pour leur part des effets majeurs sur les paysages, notamment, tandis que le développement des réseaux de lignes haute tension requis pour transporter cette énergie peine à suivre la cadence. En conséquence, en 2015, 15% de l'énergie éolienne produite était gaspillée, faute d'infrastructures pour l'acheminer aux marchés de consommation.

Malgré tous ses efforts, la Chine ne parvient donc toujours pas à remplacer le charbon. Certains soutiennent que la consommation annuelle chinoise de charbon aurait plafonné à 4,24 milliards de tonnes en 2013, tout en affirmant du même souffle qu'il est impossible de confirmer cette donnée<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, le charbon comble bon an mal an les deux tiers des besoins énergétiques chinois, et aucune alternative

crédible ne permettrait de diminuer ce ratio de façon substantielle à court terme. Cette dépendance repose d'abord sur le fait que le charbon est une ressource abondante et peu chère en Chine, dont la quasi-totalité des besoins est comblée par la production locale. L'industrie du charbon génère par conséquent des retombées économiques colossales dans les grandes régions productrices, où les groupes houillers, dont les plus importants demeurent pour la plupart des entreprises publiques, disposent du plein appui des cadres locaux. Une récente tentative de la Ville de Pékin d'endiguer la pollution atmosphérique qui fait sa triste renommée est très évocatrice de la dépendance chinoise au charbon. Pékin a résolu en 2013 de fermer ses centrales thermiques ou de les convertir en centrales au gaz naturel. En 2017, la capitale a aussi interdit à ses résidents de se chauffer à l'aide de petits poêles domestiques qui carburent aux briquettes de charbon. Or, les centrales au gaz de la capitale ne suffisant pas à la demande locale en énergie, Pékin recourt à l'électricité produite dans les centrales au charbon des provinces voisines. De même, le développement du réseau de gaz municipal n'étant pas achevé, les résidents des zones périphériques de la capitale se sont retrouvés sans chauffage l'hiver dernier, et la grogne qui s'est ensuivie a convaincu les autorités d'autoriser de nouveau l'usage des briquettes de charbon.

**Défis de gouvernance et tentatives de réforme**

En d'autres mots, la Chine fait face à des défis environnementaux colossaux, pour lesquels il n'y a pas de solutions miracles. Depuis le début des réformes économiques, la légitimité du Parti communiste chinois (PCC) repose en grande partie sur sa capacité d'assurer la croissance économique et la stabilité sociale. Or, la dégradation environnemen-

tale émerge de plus en plus comme un obstacle à ces deux impératifs. Ces dernières années, le régime envoie des signaux forts qui confirment qu'il ne prend pas la situation à la légère.

En 2014, le premier ministre Li Keqiang déclarait la « guerre à la pollution ». L'année suivante, la loi environnementale est modifiée pour la rendre plus mordante; elle prévoit notamment des peines d'emprisonnement pour les patrons des entreprises qui ne sont pas aux normes. Les deux tiers des entreprises contrôlées par les inspecteurs du ministère de l'Environnement en 2016 auraient dérogé aux règles. L'année suivante, plus de 32000 entreprises fautives auraient été mises à l'amende et plus de 1000 cadres réprimandés pour avoir échoué à forcer la mise aux normes.

Cela dit, le message qui a émané du dernier congrès du PCC, en octobre 2017, est encore plus important et laisse croire que la Chine souhaite véritablement effectuer une transition d'un modèle économique dominé par la croissance à tout prix vers un autre modèle où les préoccupations environnementales pèsent plus lourd dans la balance. Présentée au congrès et enchâs-





Vue aérienne des éoliennes de la Donghai Bridge Offshore Wind Farm, située en pleine mer, près de Shanghai.  
Photo : PC/Ding Ting

sée dans la Constitution l'année suivante, «la pensée de Xi Jinping», le credo du régime pour au moins les cinq prochaines années, consacre un chapitre à l'environnement sous le titre «Accélérer la réforme du système pour développer une civilisation écologique et construire une magnifique Chine». Si la formule peut paraître laconique, voire triviale, le vocabulaire utilisé ne suggère pas moins, selon les experts, un signal fort que l'environnement est une priorité émergente du régime et qu'elle est là pour durer.

La réforme, en 2018, du ministère de la Protection de l'environnement, renommé ministère de l'Environnement et de l'Écologie, en atteste. Elle accroît les responsabilités du ministère en lui octroyant entre autres le dossier de la lutte aux changements climatiques, autrefois l'apanage de la Commission nationale de développement et de réforme (ou NDRC, selon son acronyme anglais). Cela mettra notamment un terme à une situation décriée en 2013 par le ministre de l'Environnement de l'époque : «Nous sommes responsables des émissions de monoxyde de carbone, tandis que la NDRC s'occupe de celles de dioxyde de carbone<sup>3</sup>».

1. «China – Systematic Country Diagnostic: towards a more inclusive and sustainable development», Banque mondiale, 14 août 2018, [en ligne].

2. Ye Qi et Jiaqi Lu, «China's coal consumption has peaked» (28 janvier 2018), sur le site Web de l'Institut Brookings.

3. Tianjie Ma et Qin Liu, «China reshapes ministries to better protect environment», *China Dialogue*, 14 mars 2018.

4. «Issues Latest Global Air Quality Report», OMS, 14 août 2018.

La structure du pouvoir demeure décentralisée en Chine, où les gouvernements provinciaux et locaux –dont les priorités ne sont pas toujours alignées avec celles de Pékin– sont les principaux responsables de l'application des normes nationales. Aussi, le niveau de corruption demeure important et les inégalités de développement continuent à se creuser entre les régions rurales et urbaines, de même qu'entre la côte développée et l'intérieur du pays qui l'est beaucoup moins – mais qui regorge de ressources naturelles. Dans ce contexte politique fragmenté, appliquer de façon uniforme, à la grandeur du pays, des lois et des standards environnementaux –somme toute audacieux– est un défi de taille pour le gouvernement central. Cela n'en est pas moins nécessaire, compte tenu du risque que le statu quo n'érode davantage deux des principales fondations de la légitimité du régime: la croissance économique et le maintien de la stabilité sociale. L'histoire a démontré que le gouvernement chinois dispose d'une capacité exceptionnelle de mobiliser les forces sociales dans une seule et même direction. Mais le passé a démontré aussi que le risque de dérive est grand. Considérant qu'un rapport de l'Organisation mondiale de la santé<sup>4</sup> estime que la seule pollution atmosphérique tue près de deux millions de Chinois par année, il semble que le refus de tolérer le statu quo dépasse cette fois-ci le simple slogan politique. ©